



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1996/19
17 avril 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANÇAIS

Reprise de la session d'organisation de 1996

ÉLECTIONS, PRÉSENTATION DE CANDIDATURES ET NOMINATIONS

Élection de neuf membres du Comité des droits économiques,
sociaux et culturels

Note du Secrétaire général

1. Par la résolution 1985/17, le Conseil économique et social a décidé de créer un Comité des droits économiques, sociaux et culturels chargé de fonctions liées à l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et d'aider le Conseil à s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu dudit Pacte.
2. Conformément à cette résolution, le Conseil, à la reprise de sa session d'organisation de 1992, a élu au scrutin secret, sur une liste de candidats désignés par les États parties au Pacte, neuf experts membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour un mandat de quatre ans prenant effet au 1er janvier 1993 et venant à expiration le 31 décembre 1996 (décision 1992/216). On trouvera plus loin à l'annexe I la composition actuelle du Comité.
3. À sa présente session, le Conseil doit élire neuf membres du Comité pour un mandat de quatre ans prenant effet au 1er janvier 1997. Le mandat des membres ci-après expire le 31 décembre 1996 : Madoé Virginie AHODIKPE (Togo), Juan ALVAREZ VITA (Pérou), Dumitru CEAUSU (Roumanie), Abdessatar GRISSA (Tunisie), María de los Angeles JIMENEZ BUTRAGUEÑO (Espagne), Kenneth Osborne RATTRAY (Jamaïque), Chikako TAYA (Japon), Philippe TEXIER (France), Margerita VYSOKAJOVA (République tchèque).
4. Dans une note verbale datée du 22 décembre 1995, le Secrétaire général a invité les États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à faire connaître le nom de leur candidat à l'élection des membres du Comité. On trouvera ci-après la liste des candidats (au 15 mars 1996) avec l'indication des États parties qui les ont présentés :

<u>Noms</u>	<u>État présentant la candidature</u>
Madoé Virginie AHODIKPE*	Togo
Ivan ANTANOVICH	Bélarus
Dumitru CEAUSU*	Roumanie
Krzysztof DRZEWCKI	Pologne
Tarik EZZAKI	Maroc
Abdessatar GRISSA*	Tunisie
Luvsandanzangiin IDER	Mongolie
María de los Angeles JIMENEZ BUTRAGUEÑO*	Espagne
Félix LOMPO	Niger
José Roberto MEJIA TRABANINO	El Salvador
Ariranda Govindasamy PILLAY	Maurice
Kenneth Osborne RATTRAY*	Jamaïque
Nicos SYMEONIDES	Chypre
Philippe TEXIER*	France
Vojtech TKÁČ	Slovaquie

* Candidat à une réélection.

5. On trouvera à l'annexe II des renseignements biographiques sur les candidats. Les candidatures que recevrait ultérieurement le Secrétaire général seront portées à l'attention du Conseil économique et social dans un additif à la présente note.

6. Au 15 mars 1996, 133 États étaient parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le tableau ci-dessous indique le nombre d'États parties composant chaque groupe régional ainsi que le nombre de sièges attribués à chaque région en vertu de l'alinéa b) de la résolution 1985/17 du Conseil :

<u>Groupe régional</u>	<u>Nombre d'États parties au 15 mars 1996</u>	<u>Nombre de sièges à attribuer</u>
États d'Afrique	40	4
États d'Amérique latine et des Caraïbes	27	4
États d'Asie	21	3
États d'Europe occidentale et autres États	23	4
États d'Europe orientale	22	3
Total	133	18

7. Le nombre de vacances à pourvoir par le Conseil pour chaque région géographique est donc le suivant :

<u>Groupe régional</u>	<u>Nombre de vacances</u>
États d'Afrique	2
États d'Amérique latine et des Caraïbes	2
États d'Asie	1
États d'Europe occidentale et autres États	2
États d'Europe orientale	2
Total	9

Annexe I

COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

(18 membres; mandat de quatre ans)

Mandat expirant
le 31 décembre

Ade Adekuoye (Nigéria)	1998
Mahmoud Samir Ahmed (Égypte)	1998
Madoé Virginie Ahodikpe (Togo)*	1996
Philip Alston (Australie)	1998
Juan Alvarez Vita (Pérou)*	1996
Virginia Bonoan-Dandan (Philippines)	1998
Dumitru Ceausu (Roumanie)*	1996
Abdessatar Grissa (Tunisie)*	1996
María de los Angeles Jiménez Butragueño (Espagne)*	1996
Valeri I. Kuznetsov (Fédération de Russie)	1998
Jaime Alberto Marchan Romero (Équateur)	1998
Kenneth Osborne Rattray (Jamaïque)*	1996
Bruno Simma (Allemagne)	1998
Chikako Taya (Japon)*	1996
Philippe Texier (France)*	1996
Nutan Thapalia (Népal)	1998
Margerita Vysokajová (République tchèque)*	1996
Javier Wimer Zambrano (Mexique)	1998

* Membre sortant.

Annexe II

RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES CONCERNANT LES CANDIDATS À
L'ÉLECTION DES MEMBRES DU COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES,
SOCIAUX ET CULTURELS

Madoé Virginie AHODIKPE (Togo)*

Études et diplômes

- 1975 : Licence en droit, Université de Dijon (France).
1976-avril 1975 : Certificat d'études judiciaires I et II, Dijon.
1976 : Diplôme d'études approfondies en sciences criminelles,
Université de Montpellier.
1976 : Diplôme de magistrature.

Expérience professionnelle

- 1976 et 1977 : École nationale de la magistrature, Paris.
1978 : Stage au tribunal de grande instance de Dijon.
1978-1982 : Substitut du Procureur de la République de Lomé.
1982-1984 : Doyen des juges d'instruction au Tribunal de Lomé.
1984-1986 : Président de la Première Chambre correctionnelle du Tribunal
de Lomé.
1986-1989 : Président du tribunal de première instance de Vogon (Togo).
1989-1993 : Conseiller à la cour d'appel de Lomé.
Depuis juin 1993 : Substitut du Procureur général près la cour d'appel de Lomé.

Activités extraprofessionnelles

- 1988 : Stage de formation sur le thème "La mise en oeuvre des normes
internationales", organisé à Lomé par le Centre des
Nations Unies pour les droits de l'homme.

Voyage d'études aux États-Unis d'Amérique sur le thème "Les
femmes dans le processus du développement".

* Membre actuel du Comité.

1990 : A conduit la délégation togolaise au Congrès de la Fédération africaine des femmes juristes et de carrières juridiques, à Abidjan.

Membre de l'Association internationale de la Fédération africaine des femmes juristes et de carrières juridiques.

Membre fondateur de l'Association togolaise des femmes juristes et de carrières juridiques.

Trésorière générale (membre fondateur) de l'Association pour la promotion de l'état de droit.

Secrétaire administrative de l'Observatoire panafricain de la démocratie.

Ivan ANTANOVICH (Biélorus)

Expérience professionnelle et politique

- 1969-1974 : Fonctionnaire du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies; rédacteur de la Revue internationale de politique criminelle.
- 1976-1977 : Représentant de l'ex-République socialiste soviétique de Biélorussie à la Commission des droits de l'homme.
- 1980-1990 : Député au Soviet suprême de l'ex-RSS de Biélorussie; Chef de la Commission pour l'éducation et la culture du Soviet suprême.
- 1978-1992 : Vice-Chancelier chargé de la recherche à l'Académie des sciences sociales et politiques de Moscou.
- 1992-1995 : Directeur de l'Institut de recherche "Belinformprognose".
- Depuis 1995 : Ministre adjoint des affaires étrangères du Biélorus.

Titres universitaires

Doctorat de philosophie et d'anthropologie; professeur de sciences sociales et politiques; membre à part entière (académicien) de l'Académie russe de sciences sociales et politiques, ainsi que de l'Académie de géopolitique de la République du Biélorus.

Publications

Auteur de 15 livres consacrés aux problèmes du développement social, de la modernisation des pays en transition, de la dynamique de la socialisation et de la culture. Dernier titre paru : Sociodynamique du pouvoir, Moscou 1990, Sociodynamique de l'idéologie, Minsk 1994.

Expérience diverse

Conseiller de M. Gorbatchev sur les questions de réformes sociales de 1987 à 1991.

Conseiller et analyste politique du Premier Ministre du Biélorus de 1992 à 1994; conseiller politique du Président du Biélorus depuis 1994.

A fait de nombreuses conférences à l'Université du Québec; à l'Université de New Delhi; à l'Université de Harvard et à l'Atlantic University. A fait partie en outre d'un certain nombre d'équipes de recherche internationales qui étudiaient les problèmes sociaux contemporains tels que la pauvreté, les migrations, la stratification sociale, la prévention du crime et la lutte contre le crime.

Dumitru CEAUSU (Roumanie)*

Études supérieures

- 1956-1960 : Faculté de droit, Université de Bucarest.
1966-1969 : Doctorat ès sciences politiques, Institut des hautes études internationales, Université de Genève.

Expérience professionnelle

- 1960-1966 : Attaché puis Troisième Secrétaire au Ministère des affaires étrangères.
1969-1972 : Deuxième Secrétaire puis Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères.
1972-1977 : Premier Secrétaire, puis conseiller à la Mission permanente de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies.
1981-1985 : Conseiller et Ministre conseiller à l'ambassade de Roumanie dans l'ex-République fédérale d'Allemagne.
1985-1990 : Conseiller au Ministère des affaires étrangères.
1990-1992 : Chef adjoint de la Division juridique, des traités et des droits de l'homme du Ministère des affaires étrangères.
1992-1993 : Ministre conseiller et Chargé d'affaires par intérim à l'ambassade de Roumanie en Norvège.
Depuis 1994 : Chef de la Division juridique et des traités au Ministère des affaires étrangères.

Réunions et conférences internationales

- 1965 : Expert de la délégation roumaine à la Conférence internationale du travail.
1966 : Expert de la délégation roumaine au Conseil économique et social.
1967-1969 : Expert de la délégation roumaine à l'Assemblée générale.
1972-1977 : Membre suppléant de la délégation roumaine à l'Assemblée générale.
1976-1977 : Représentant suppléant de la Roumanie au Conseil de sécurité.
Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (sessions à New York et à Caracas).

* Membre actuel du Comité.

1978-1983 : Représentant de la Roumanie à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Depuis 1993 : Représentant de la Roumanie au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

Publications

Articles publiés pour des revues roumaines sur le droit de la mer, la définition de l'agression, les principes du droit international et les droits de l'homme.

Thèse intitulée "Règlement pacifique des différends internationaux grâce aux procédures de compréhension directe" (1971, en français).

Langues étrangères

Allemand, anglais et français.

Krzysztof DRZEWICKI (Pologne)

Études supérieures

Université de Silésie, Katowice : Ll. M., 1972.
Université de Gdańsk : Ll. D., 1978 et Dr. Hab., 1989.

Expérience professionnelle

A participé aux sessions de l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg, 1979 et 1980); en 1986, diplômé du Centre d'études et de recherches de droit international et de relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye.

Activités de recherche en droit international public et enseignement de cette discipline; spécialisation en droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire et organisations internationales.

Depuis 1973, conférencier et chercheur à la faculté de droit et d'administration de l'Université de Gdańsk; professeur de droit international public (depuis 1992); chercheur principal à l'Institut norvégien des droits de l'homme, Oslo, 1989-1991.

Conférencier invité aux Universités d'Oslo, Lund, Sheffield, Nottingham, Aberdeen, Barcelone (Universidad Autónoma), Syracuse (Maxwell School of Citizenship and Public Affairs) et Buffalo (State University); a enseigné dans le cadre de cours internationaux sur le droit des droits de l'homme (Strasbourg, Poznań, Åbo/Turku et Barcelone) et le droit international humanitaire (cours d'été à Varsovie). Conseiller pour le syndicat NSZZ Solidarność, Commission nationale, Département international (Gdańsk) en matière de normes internationales du travail et de droits de l'homme (1994); en tant que tel, membre pour la Pologne du Comité tripartite de l'OIT (1990-1994).

Réunions et conférences internationales

Représentant du Gouvernement polonais auprès des organes de contrôle de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (depuis 1994).

A participé aux conférences internationales du travail de l'OIT (Genève, 1989-1994) (Commission de l'application des normes de la Conférence) en tant que conseiller des travailleurs au nom du syndicat NSZZ Solidarność au sein de la délégation tripartite polonaise.

Représentant du Gouvernement polonais en tant que conseiller à la Commission des droits de l'homme (Genève, 1993 et 1995).

Membre du Comité d'experts pour l'amélioration des procédures de protection des droits de l'homme, Conseil de l'Europe (1993-1995), et membre du Comité directeur pour les droits de l'homme, Conseil de l'Europe (depuis 1995).

Expert national proposé par le Gouvernement polonais pour le mécanisme de dimension humaine de la Conférence/Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE/OSCE) depuis 1992; en tant que tel, expert de la mission du Haut Commissaire pour les minorités nationales de la CSCE/OSCE en Albanie (août 1993).

Chef de la délégation polonaise aux réunions de mise en oeuvre pour les questions de dimension humaine de la CSCE/OSCE (Varsovie, 1993 et 1995).
Président du Groupe de travail pour l'assistance aux institutions démographiques du Conseil des États baltes (1995 et 1996).

Publications

Plus de 70 publications dont on citera les plus récentes :

"The right to work and rights in work" dans Economic, Social and Cultural rights: A Textbook, A. Eide, C. Krause et A. Rosas eds., (Dordrecht/Boston/Londres : Martinus Nijhoff Publishers, 1995); "Implementation of social and economic rights in Central and Eastern Europe : transforming from planned economy to market economy", Nordic Journal of International Law, vol. 64, No 3, 1995; "The european social charter and Polish legislation and practice" et (avec A. Rosas) "Social rights in a united Europe", dans Social Rights as Human Rights: A European Challenge, K. Drzewicki, C. Krause et A. Rosas eds. (Åbo : Institut pour les droits de l'homme, 1994); "Pluralism and freedom of association : the case of trade unionism", dans The Strength of Diversity: Human Rights and Pluralist Democracy, A. Rosas et J. Helgesen, eds. (Dordrecht/Boston/Londres : Martinus Nijhoff Publishers, 1992).

On trouvera dans les dossiers du secrétariat une liste plus complète des publications.

Tarik EZZAKI (Maroc)

Diplômes et titres universitaires

- 1974 : Licence ès sciences économiques, Faculté de droit de Rabat.
- 1979 : Diplôme d'études supérieures ès Sciences économiques, Faculté de droit de Casablanca.
- 1986 : Doctorat d'État ès Sciences économiques, Faculté de droit de Casablanca.

Expérience professionnelle

- 1971/1972 : Inspecteur des impôts urbains, Casablanca.
- 1974 : Service civil à la marine marchande, Casablanca.
- 1975 : Assistant à la faculté de droit, Casablanca.
- 1979 : Maître-assistant à la faculté de droit, Casablanca.
- 1984 : Conseiller à la Chambre de commerce internationale, Casablanca.
- 1985-1993 : Professeur à l'École bancaire, Casablanca.
- 1986 : Maître de conférence à la Faculté de droit, Casablanca.
- 1990 : Professeur de l'enseignement supérieur à la Faculté de droit, Casablanca.
- 1991 : Cofondateur de l'École supérieure de management, professeur et conseiller pédagogique dans cet établissement.

Publications, travaux de recherche et conférences

Infrastructure et développement au Maroc (Rabat : Éditions Stouky, 1981); Le Rôle de l'Infrastructure des transports dans la transformation de l'environnement économique et le développement régional; Essai sur la localisation industrielle; "La diffusion de l'influence économique par l'infrastructure des transports" (1990); "Des transports au Maghreb dans la perspective d'un regroupement économique régional", communication présentée au colloque organisé par l'Association des ingénieurs de l'École Hassania des travaux publics, 31 octobre et 1er novembre 1991; "Aménagement du territoire et décentralisation industrielle à l'heure de l'écologie", conférence prononcée au Rotary Club International, Casablanca, 22 juin 1992.

/ ...

Vie politique

- 1984 : Membre de la Commission des cadres de l'Union constitutionnelle (U. C.); Rédacteur du programme économique de l'U. C.
- 1985 : Participation à plusieurs manifestations et études; Président de la Commission de la planification régionale de l'U. C.
- 1989-1993 : Membre de la Commission consultative auprès du bureau politique.

Abdessatar GRISSA (Tunisie)*

Études supérieures

- 1962 : Bachelor of Arts (B. A.) en sciences économiques, Université de Nottingham.
1967 : Ph. D. (Doctorat) en sciences économiques, Brown University.

Expérience professionnelle et expérience en rapport avec le Comité

- 1963-1965 : Assistant, chargé des travaux dirigés, Brown University.
1966-1967 : Professeur adjoint, University of Connecticut.
1967-1970 : Consultant auprès du Ministère de l'économie et du plan (Tunisie).
1972 : Professeur et consultant (questions financières et commerciales internationales, développement économique, micro et macro-économie).
1970-1972 : Consultant en matière de recherche, Centre du développement (OCDE).
1972 : Professeur de sciences économiques, Université de Tunis.
1982-1984 : Doyen de l'Institut d'administration des entreprises.
1984-1985 : Consultant auprès du Fonds monétaire international; a également enseigné la finance internationale au niveau du troisième cycle à la School of Business Administration (George Washington University).
1989 : Professeur de finance internationale au titre du programme d'échanges Fulbright, Northern Arizona University.
1985-1988 : Membre du Conseil économique et social tunisien.
1993-1996 : Expert siégeant au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

Publications

"Speculation and the stability of flexible exchange rates: the case of the French and the British experience in the 1920s", thèse de doctorat (Providence, Rhode Island : Brown University, 1967); Politiques agricoles et emploi : cas de la Tunisie, Paris, OCDE, 1978; Le commerce international du sucre et ses effets sur les pays en développement; "Le commerce international et le développement économique", Revue africaine du management (1977); "Reciprocal trade and economic growth in developing countries", document présenté à une conférence des Nations Unies (mars 1977); "Les accords CEE-

* Membre actuel du Comité.

Maghreb et l'aide au développement", document présenté à un séminaire en mai 1979 (Faculté de droit et des sciences économiques de Tunis, 1981); Évolution de l'économie tunisienne de l'indépendance en 1956 à nos jours (Ligue arabe, 1984, publié en arabe); State Enterprises and the Growth of External Indebtedness of Developing Countries (FMI, 1985); "Bureaucracy, State enterprise and the Tunisian economy", paru dans Institutional Environment and Economic Development, sous la direction de Jeffrey Nugent et Mustapha Kamel Nabli (North Holland Publishing Co., 1989); "La privatisation des entreprises d'État en Tunisie", à paraître dans Politics of the Tunisian Economy, sous la direction de P. Zartman (Johns Hopkins University Press).

Luvsandanzangiin IDER (Mongolie)

Études supérieures

- 1963 : Diplôme de l'Institut des relations internationales de Moscou.
1981 : Diplôme de l'Académie diplomatique de Moscou.
1965 : Cours de langue anglaise de six mois, Leeds University.

Expérience professionnelle

- 1963-1972 : Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères de la Mongolie.
1973-1976 : Deuxième secrétaire, ambassade de Mongolie au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
1977-1979 et 1981-1886 : Directrice du Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères.
1986-1989 : Conseillère, ambassade de Mongolie en France; Représentante permanente de la Mongolie auprès de l'UNESCO.
1989-1992 : Directrice du Département des traités et des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères.
1992-1993 : Conseillère, Département des traités et des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères.
Depuis 1993 : Conseillère auprès de la Court suprême de la Mongolie.

Conférences et organismes internationaux

- 1962-1985 : A pris part à plusieurs sessions de l'Assemblée générale en tant que conseillère et expert de la délégation mongolienne.
1972 : Rapporteur de la Troisième Commission de l'Assemblée générale.
1977 : Vice-Présidente de la Troisième Commission.
1977-1985 : Représentante de la Mongolie à la Commission du développement social.
1979 : Vice-Présidente de la Commission du développement social.
1985 : Présidente de la Commission du développement social.
1991-1994 : Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

María de los Angeles JIMENEZ BUTRAGUEÑO (Espagne)*

Études supérieures

Licence de philosophie et de lettres de l'Université de Madrid.

Études de doctorat à l'Université de Madrid.

Expérience professionnelle

Appartient au Corps supérieur des administrateurs civils de l'État (admise à la retraite).

A occupé pendant 39 ans différents postes au Ministère du travail et de la sécurité sociale (successivement au Service de la documentation et des publications, à la Direction générale de l'emploi et au Secrétariat général technique, et a établi des rapports de caractère aussi bien national qu'international (OCDE, Conseil de l'Europe, OIT et Organisation des Nations Unies). Collabore actuellement à la revue Economía y Sociología del Trabajo publiée par le Ministère du travail et des affaires sociales.

Participation aux activités des Nations Unies

Présentation des deux rapports initiaux sur les articles 6 à 9 et 10 à 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (New York, avril 1980 et avril 1982).

Nommée par le Ministère des affaires étrangères membre de la délégation espagnole au Séminaire sur le rôle économique de la femme dans les pays de la Commission économique pour l'Europe (Vienne, du 15 au 19 octobre 1984). Nommée par le Conseil économique et social membre du Groupe d'experts gouvernementaux pour l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (de 1983 à 1986).

Professeur d'un cours de formation sur les droits de l'homme à San José (Costa Rica) (novembre et décembre 1987).

Participation à un séminaire sur les droits économiques, sociaux et culturels, organisé à Maastricht par l'Association internationale des juristes et l'Université du Limbourg, et participation à l'établissement du document final (connu sous le nom de "Principes de Limbourg").

Élue par le Conseil économique et social membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, en tant qu'expert indépendant pour trois mandats consécutifs (de 1987 à 1988, de 1989 à 1992 et de 1993 à 1996), a participé aux sessions successives du Comité (13 au total).

Participation à la Conférence européenne sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme (Barcelone, du 13 au 17 janvier 1992).

* Membre actuel du Comité.

Participation à un séminaire d'experts sur les indicateurs pour mesurer les succès obtenus dans la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels, au cours duquel elle a présenté une communication sur l'évaluation du niveau et de la forme actuels d'utilisation des indicateurs dans les divers organes des Nations Unies (Genève, du 25 au 29 janvier 1993).

Participation aux activités de l'OIT

Participation aux soixante-sixième et soixante-septième sessions de la Conférence internationale du Travail (1980 et 1981), aux travaux de la Commission de l'égalité des chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes : travailleurs ayant des responsabilités familiales, au cours desquelles ont été adoptées la Convention 156 et la Recommandation No 165. Publication d'un article sur la législation visant à protéger l'égalité des chances et de traitement pour les femmes en Espagne, dans la Revue internationale du travail, vol. 101 No 51 (janvier à mars 1982).

Participation aux activités du Conseil de l'Europe

Participation, en tant que représentante du Ministère du travail et de la sécurité sociale, aux sixième et septième réunions du Comité d'experts pour la protection contre le chômage (Strasbourg, mai et novembre 1979).

Activités professionnelles ayant trait aux droits de la femme

Membre de la délégation de la Direction générale de l'emploi du Ministère du travail et de la sécurité sociale au premier Congrès ibéro-américain de promotion professionnelle de la main-d'oeuvre, au cours duquel elle a présenté un rapport intitulé "La promotion professionnelle de la femme, facteur de développement économique et social" (1967).

Membre désigné du Ministère du travail à la Commission nationale de l'emploi des femmes (de 1972 à 1975).

Rédaction du rapport de la Commission sur la femme et le travail, destiné à la première Conférence mondiale sur les femmes (Mexique, 1975).

Collaboration à l'établissement des deux rapports présentés par le Ministère du travail et de la sécurité sociale aux deuxième et troisième Conférences mondiales sur les femmes (Copenhague, 1980 et Nairobi, 1985).

Participation aux manifestations spéciales organisées par le Centre pour les droits de l'homme des Nations Unies et le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique du Canada à l'occasion de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Ordres honorifiques

Chevalier de l'Ordre du mérite civil.

Commandeur de l'Ordre du mérite civil.

Commandeur de l'Ordre d'Isabelle la Catholique.

/...

Félix LOMPO (Niger)

Fonctions occupées

1980-1983 : Adjoint au Chef d'arrondissement du Service de l'animation à Agadez.

Diplômes

1983 : Baccalauréat.

1990 : Maîtrise ès sciences juridiques.

1993 : Certificat en population et développement.

Études

1983-1990 : Faculté de droit de l'Université de Niamey.

Stages

1993 : Institut d'études politiques de Paris (population et développement).

1995 : Centre d'études et de recherches sur la population pour le développement (conception et gestion des programmes de population).

Publications

Discrimination à l'égard de la femme nigérienne quant à la transmission du droit de la nationalité : regards sur la population (1993); La planification familiale dans le droit musulman : regards sur la population (1993); La politique nationale de population dans l'ordonnancement juridique nigérien : regards sur la population (1993); Étude juridique en vue de la mise en oeuvre de la politique nationale de population; Vers la définition d'un cadre juridique pour la protection de l'enfant au Niger.

Notes techniques

"Étude juridique sur la nuptialité au Niger" (1992); "Observations sur le document d'accord du projet Population" (1992); "Observations et propositions relatives à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à l'intention du Ministre du développement social, de la population et de la promotion de la femme" (1992); "Observations sur le code de la famille à l'intention du Ministre du développement social" (1992); "Note technique sur la participation de la délégation nigérienne à la Conférence internationale sur la population et le développement à l'intention du Ministre du développement social, de la population et de la promotion de la femme"; "Note technique sur les thèmes et concepts mis entre crochets à la pré-Conférence de New York"; "Note technique sur les projets Subvention au secteur sanitaire et Santé familiale et démographie".

Comités nationaux et autres structures

Membre du Comité technique national sur la population.

Membre du Comité de sélection et de suivi du programme
entreprenariat jeunesse.

Membre du Comité de préparation de l'Année internationale de la
famille.

Homologue nigérien à l'élaboration du projet Population-santé.

Homologue nigérien à l'évaluation des projets Subvention au secteur
sanitaire et Santé familiale et démographie.

José Roberto MEJÍA TRABANINO (El Salvador)

Licencié en relations internationales de l'Université nationale autonome du Mexique et admis à l'Université d'El Salvador. A enseigné les relations internationales au niveau universitaire. A été membre de la Commission présidentielle pour les questions relatives aux droits de l'homme en 1994, et avait auparavant rempli les mêmes fonctions sur le plan international. Travaille actuellement à l'exécution de programmes et projets à caractère social au Secrétariat national de la famille, dont il est le représentant technique au Conseil de l'intégration sociale d'Amérique centrale qui coordonne les activités de développement humain menées dans la région conformément aux engagements pris par les instances sociales d'Amérique centrale.

A assuré la direction du Département Amérique centrale puis du Département organisations internationales du Ministère des relations internationales d'El Salvador, où il était responsable des questions relatives aux droits de l'homme. Entre 1986 et 1994, a fait partie de la délégation salvadorienne à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. A participé aux sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) de 1988 à 1994, notamment aux travaux de la Commission chargée d'examiner les questions relatives aux droits de l'homme. En 1994, a participé à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, à la quatrième Conférence des épouses de chefs d'État et de gouvernement d'Amérique centrale et à la réunion élargie du Bureau directeur de la quatrième Conférence régionale sur l'intégration de la femme. En 1993, a participé à la réunion préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Fonctionnaire de carrière, membre du corps diplomatique de la République d'El Salvador.

A participé au neuvième cours de droit international du Comité juridique interaméricain (Rio de Janeiro, 1982), au quatrième cours interdisciplinaire sur les droits de l'homme de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José, Costa Rica, 1986) et à divers cours et séminaires nationaux et d'Amérique centrale sur les droits de l'homme et les questions sociales (de 1990 à 1996).

Ariranda Govindasamy PILLAY (Maurice)

Diplômes

- 1966-1969 : B. Sc. (Licence) en sciences économiques (avec mention honorable), London School of Economics and Political Science, Université de Londres.
- 1971 : Ll. B. et B. A. (avec mention honorable), Merton College, Oxford.
- 1972 : Admission au barreau (avec mention), Lincoln's Inn.

Stages de formation

- 1974 : Bourse de l'UNESCO (droit d'auteur); formation pratique en France et en Tunisie.
- 1976 : Bourse de l'OMPI (brevets et marques de fabrique, de commerce ou de service); travaux de recherche à l'Institut Max Planck de Munich.
- 1979 : Bourse de l'UNITAR (droit international); a étudié à l'Académie de droit international de La Haye et a suivi une formation pratique à la Banque mondiale et au Siège de l'Organisation des Nations Unies.
- 1981 : Bourse de l'ONU (droits de l'homme); a fait de la recherche sur le droit constitutionnel et les droits de l'homme à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres.
- 1985 : Bourse de l'ONU pour un séminaire d'un mois sur le droit international à l'Office des Nations Unies à Genève.

Expérience professionnelle

- 1972-1981 : Crown Counsel, Senior Crown Counsel et Principal Counsel.
- 1982-1984 : Assistant Solicitor-General, responsable de l'élaboration de nombreux textes législatifs; cofondateur et secrétaire du Mauritius Law Review.
- 1984 : Conseiller parlementaire; a élaboré à ce titre de nombreux textes législatifs tels que la loi de 1984 concernant la taxe sur les ventes et la loi sur le droit d'auteur.
- Depuis 1987 : Juge de la Cour suprême de Maurice; a acquis une vaste expérience de toutes sortes d'affaires, y compris tous les aspects des droits de l'homme, dans la mesure où la Cour suprême a une juridiction illimitée, en première instance comme en appel, pour toutes les affaires pénales, ainsi qu'une juridiction spéciale pour les affaires constitutionnelles.

1994-1995 : A fait fonction de Senior Puisne Judge par intérim à plusieurs occasions.

En tant que juge de la Cour suprême et en qualité de représentant du Président de la Cour suprême de Maurice, a eu par deux fois l'occasion de présider au Zimbabwe et au Swaziland des points de droit se rapportant aux droits de l'homme; a également pris part à divers séminaires organisés à l'intention des juges sur le droit d'auteur, les marques de fabrique, de commerce ou de service, les brevets et les droits de l'homme.

Depuis 1994 : Président du Council of Legal Education, organe chargé d'organiser des cours de formation et des examens à l'intention de futurs juristes, de délivrer des certificats de compétence et de prescrire un code d'éthique pour les juristes.

Depuis 1995 : Membre du Judicial and Legal Service Commission (mandat de trois ans); la Commission est l'organe responsable de la nomination de tous les juristes et magistrats de l'ordre judiciaire.

Kenneth Osborne RATTRAY (Jamaïque)*

Fonction principale

Solicitor General; l'un des conseillers juridiques principaux du Gouvernement jamaïcain.

Autres fonctions occupées

Privy Councillor (Conseiller).

1973-1977 et Membre du Comité juridique interaméricain.

1986-1989 : Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (ONU).

Diplômes et expérience professionnelle

1956 : Bachelor of Laws (Honours), Université de Londres.

1960 : Master of Laws, Université de Londres (avec spécialisation en droit des institutions internationales, droit international privé comparé et droit des sociétés).

1966 : Doctorat (droit des sociétés), Université de Londres.

1959 : Admis au barreau – prix Buchanan (Major de Lincoln's Inn).
Mention First Class en droit international public.

1960 : Barrister-at-Law (avocat), Lincoln's Inn.

1964 : Boursier du Commonwealth.

1970 : Queen's Counsel.

Fonctions juridiques

1961-1971 : Fonctions diverses, notamment Crown Counsel (avocat de la Couronne), Attorney général adjoint, premier Attorney général adjoint.

Depuis 1972 : Solicitor General.

A plaidé devant la Cour suprême d'importantes affaires civiles, criminelles, commerciales et constitutionnelles.

Négociation d'accords commerciaux très divers, portant notamment sur le rééchelonnement de dettes, le financement d'aéronefs, des prêts internationaux et la prospection des ressources naturelles.

* Membre actuel du Comité.

Service diplomatique

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Jamaïque.

Depuis 1974 : Ambassadeur itinérant.

Représentant de la Jamaïque lors de plusieurs missions, à des sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Rapporteur général sur le droit de la mer et Rapporteur général de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer. Membre de l'Équipe d'observateurs du Commonwealth pour le référendum de Gibraltar. Expérience très variée de l'aviation civile – a occupé plusieurs postes de responsabilité à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

1977 : Président de l'Assemblée de l'OACI.

1989 : Président du Groupe des 77 pour le droit de la mer.

Expérience professionnelle et administrative très variée dans le domaine du droit international et des relations internationales.

Inscrit sur la liste d'arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.

Autres fonctions (secteur des entreprises commerciales publiques)

Président de la Commission de vérification préalable des offres d'actions, obligations et autres investissements (dans le cadre de la loi sur les sociétés)

Représentant de la Jamaïque aux négociations de coentreprise sur la bauxite et l'aluminium

Président du Conseil d'administration de Clarendon Alumina Production, Limited

Membre du Conseil régional du travail

Conseiller juridique d'Air Jamaica

Président de la Commission d'examen du droit des sociétés

Distinctions internationales

1994 : Récipiendaire de la Médaille d'honneur pour contribution éminente à l'aviation civile, décernée par l'OACI à l'occasion de son cinquantenaire

Nicos SYMEONIDES (Chypre)

Diplômes

Avocat à la Middle Temple School of Law à Londres; licence de sciences économiques de l'Université de Southampton; maîtrise d'économie de l'Université de Toronto.

Fonctions occupées

Divers postes au Bureau de la planification :

- 1982 : Directeur de la planification.
- 1982-1985 : Directeur général du Ministère de la justice.
- 1985-1989 : Directeur général du Ministère de l'éducation.
- 1989-1991 : Directeur général du Ministère des communications et des travaux.
- 1991-1995 : Secrétaire permanent du Ministère de la santé.
- Depuis 1995 : Secrétaire permanent du Ministère du travail et de la protection sociale.

Président de divers conseils d'administration : Office de la formation aux métiers de l'industrie, Centre chypriote de la productivité, Institut des hautes études techniques, Institut hôtelier Eigher de Chypre, Comité consultatif sur l'enseignement du troisième cycle, Office des permis de transport aérien, Comité consultatif sur la presse parlée, Conseil des stupéfiants, École d'infirmières.

Membre de la Commission Fulbright pour Chypre et de la Commission de l'OMS chargée d'étudier les structures de santé dans l'est de la Méditerranée; a pris une part active aux travaux du comité constitué pour préparer la fondation de l'Université de Chypre.

Représentant de Chypre au Comité européen pour les problèmes criminels et au Conseil européen de la coopération culturelle (Conseil de l'Europe); membre de la délégation chypriote aux sessions annuelles de l'OIT, de l'UNESCO, de l'OMI et de l'OMS. Récipiendaire d'une bourse Eisenhower en 1985.

✓ ...

Publications

"The unity of the economy and economics of separation", Cyprus Review (Nicosie, 1977).

The energy problem and the impact of energy conservation in Cyprus (Chambre grecque de la technique, 1980).

"The insurance industry in Cyprus and its role in the economy", Actes du séminaire sur l'assurance internationale, volume VII, deuxième partie (décembre 1982).

"Famagusta: a case of balanced development", Cyprus Today, vol. XX (mai-août 1982).

Philippe TEXIER (France)*

Expérience

- 1966-1967 : Coopération technique en Colombie : attaché de coopération technique à l'ambassade de France à Bogota; a donné un cours d'histoire des idées politiques à l'Escuela Superior de Administración Publica.
- 1967-1970 : École nationale de la magistrature.
- 1970-1971 : Juge d'instruction à Chalons sur Marne.
- 1971-1972 : Substitut du procureur de la République à Marseille.
- 1972-1977 et
1978-1983 : Juge d'instruction à Marseille, puis à Paris.
- 1977-1979 : Directeur de la Division judiciaire à l'École nationale d'administration et de magistrature du Cameroun.
- 1983-1984 : Conseiller technique du secrétaire d'État chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.
- 1984-1985 : Chargé d'une vice-présidence au tribunal de grande instance de Paris.
- 1985-1988 : Président du tribunal de grande instance de Melun.
- 1988-1991 : Président du tribunal de grande instance d'Evry.
- 1991 : Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL.

Depuis

octobre 1992 : Président de chambre à la Cour d'appel de Paris.

Activités se rapportant à la protection des droits de l'homme

- 1976-1995 : Nombreuses missions en Amérique du sud, Amérique centrale, Afrique et Asie, en qualité de consultant du Centre pour les droits de l'homme (ONU) ou pour le compte d'organisations non gouvernementales.
- 1983 à 1987 : Expert représentant la France au groupe de travail du Conseil économique et social sur l'application du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

* Membre actuel du Comité.

- 1987-1995 : Expert au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, mandat renouvelé pour quatre ans en 1988, puis en 1992; soumis à réélection en 1996.
- 1984-1995 : Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme auprès du Premier ministre.

Langues

Espagnol, anglais.

Vojtek TKÁČ (Slovaquie)

Études et diplômes

- 1972 : Institut du droit du travail à la faculté de droit de l'Université Comenius de Bratislava.
- 1980 : Doctorat de droit du travail et de sciences sociales.

Connaissances linguistiques

Français.

Fonctions occupées

- 1970-1971 : Institut de droit de travail de l'Université Comenius.
- 1972 : Professeur d'université, enseignant le droit du travail et le droit social.
- 1982 : Maître de conférences, enseignant le droit du travail.
- 1987 : Chef de la Division de la protection sociale des employés, puis de la Division de la politique sociale, au Bureau central des organisations syndicales à Prague.
- 1990 : Chef de la Division de la législation à la Confédération tchèque et slovaque des organisations syndicales; membre du Conseil de la législation de l'ex-Tchécoslovaquie; chargé d'étudier avec d'autres experts une nouvelle conception de l'assurance sociale, un régime de retraite complémentaire et une nouvelle législation du travail.
- 1993 : Chambre syndicale tchèque et morave.
- 1993 : Membre d'une commission du Bureau international du travail à Genève.
- 1994-1995 : Député (Conseil national de la République slovaque); Président de la Commission constitutionnelle et législative du Parlement.
- 1995 : Secrétaire d'État au travail, aux affaires sociales et à la famille au Gouvernement de la République slovaque; participation aux travaux de groupes d'experts constitués par l'OIT, l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS), le Conseil de l'Europe, le Programme PHARE, etc., pour étudier de nouvelles conceptions de la protection sociale et de la politique sociale, de la législation du travail et de l'économie, en traitant notamment des questions concernant le droit du travail et le droit social, la politique sociale et les négociations collectives et tripartites.

Publications

Auteur de 10 monographies, de plus de 300 articles et de manuels d'étude.